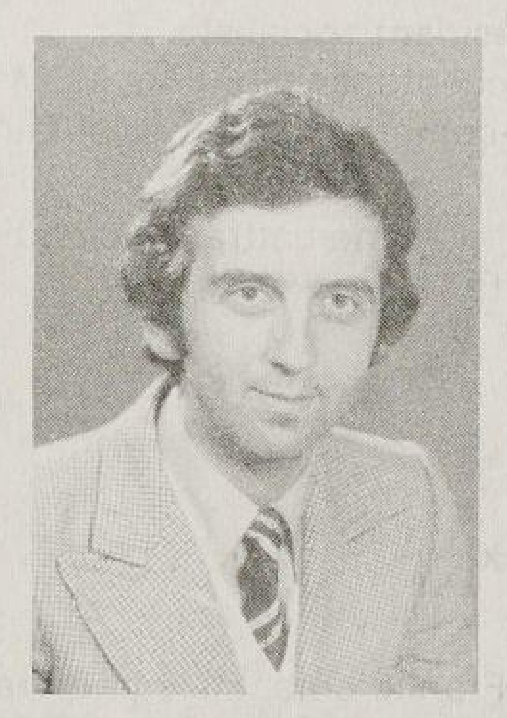
ÉLECTION LÉGISLATIVE DU 14 JUIN 1981

Département de la Haute-Garonne — Ve CIRCONSCRIPTION

UNION POUR UNE NOUVELLE MAJORITÉ





Michel RONDÉ-OUSTAU
MAIRE ADJOINT DE MURET

Albert TISSANDIÉ
CADRE DE SOCIÉTÉ

J'ai loyalement soutenu, j'ai voté et fait voter : Valéry GISCARD D'ESTAING...

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Rarement, un choix n'aura revêtu le caractère d'une importance aussi décisive.

DÉFENDRE NOS LIBERTÉS

L'enjeu des Elections Législatives du 14 et 21 juin est considérable, car au-delà de la désignation d'un député, **vous opterez pour une forme de société, pour un système économique.** L'incertitude dans laquelle M. Mitterrand et les Socialistes nous laissent en ce qui concerne la présence de Ministres Communistes au sein du Gouvernement, ajoute encore à notre inquiétude : «On verra après les Elections», nous disent les Socialistes.

La position est trop commode, c'est avant le premier tour que les Electeurs ont le droit de savoir.

J'espère, quant à moi, que le 22 juin nous nous réveillerons dans une France qui sera toujours un pays de liberté, de libre entreprise, de propriété privée, et non un pays sous régime collectiviste, sous contrôle socialiste, qui aurait entre autres objectifs **de nationaliser l'économie, de supprimer une des libertés essentielles, celle de l'enseignement.**

Pas plus que de parti unique, de presse unique, nous ne voulons d'école unique.

SAUVEGARDER L'ÉCONOMIE

Je ne fais pas plus confiance aux Socialistes en matière d'économie. Déjà, depuis l'accession au pouvoir de M. Mitterrand et la mise en place du Gouvernement de M. Mauroy, **la situation monétaire et financière de la France s'est dégradée** de façon dramatique. **Le franc déstabilisé** doit être soutenu par des mesures fort onéreuses, la situation financière est en voie d'effondrement ; les valeurs boursières sont sérieusement ébranlées et les investisseurs étrangers retirent leurs capitaux.

UN CONTREPOIDS EST NÉCESSAIRE

C'est pour écarter les menaces qui pèsent sur nos libertés, pour éviter un désastre économique qui se précise, que j'ai soutenu, voté et fait voter : Valéry GISCARD D'ESTAING, malgré certains désaccords avec sa politique. Mais comme lui, je crois que l'intérêt de la France est d'être gouvernée au centre.

Il faut envoyer à l'Assemblée des Députés capables d'exercer **un solide contrepoids au pouvoir d'un président socialiste.**
Nous acceptons volontiers M. Mitterrand qui est l'élu du Suffrage Universel, mais lui donner une majorité socialo-communiste serait lui faire un chèque en blanc pour une politique collectiviste.

Je me battrai en ce qui me concerne pour sauvegarder les valeurs d'initiative, de responsabilité et de liberté.

JE VEUX :

— une France unie, mais une France forte, indépendante, dotée d'une défense nationale moderne ;
— une politique européenne qui défende les intérêts de la France, notamment en ce qui concerne l'agriculture ;
— une solidarité avec les pays pauvres qui doit prendre la forme d'une grande alliance pour le développement
— une agriculture maintenue sur son axe de puissance et de développement vigoureux, reposant sur **l'exploitation agricole familiale.** Elle ne pourra l'être que si les agriculteurs conservent les moyens personnels de diriger leur avenir ;
— une réforme urgente des finances communales et le transfert de l'Etat à la Région des décisions et des moyens en matière d'investissement public. Le Jacobinisme centralisateur et ses conséquences administratives étant responsables de **la bureaucratie qui exaspère à juste titre les françaises et les français ;**
— une réforme de l'Administration, afin d'en redistribuer les pouvoirs. **L'Administration est au service des français et non l'administré au service de l'Etat,** comme dans les sociétés collectivistes et totalitaires ;
— la mobilisation, sur le terrain, des partenaires sociaux au sein de comités pour l'emploi, regroupant les Administrations, les Chefs d'Entreprise, les Organisations Professionnelles et les Universitaires qui doivent, tous, mettre leurs capacités au service de la Communauté Nationale ;
— une réforme de la fiscalité ;
— un nouvel effort de solidarité au bénéfice de la famille.

Si vous m'élisez Député, je veux avec vous imposer une nouvelle politique. Je suis un **Candidat Libre** de toute contrainte, **étranger à ce que l'on appelle «les magouilles politiques».** Ceux qui me connaissent, à MURET, au FOUSSERET ou ailleurs, peuvent en témoigner.

Pour une nouvelle politique, il faut des hommes nouveaux, jeunes, efficaces, compétents et responsables.

Fort de votre soutien, je ne ménagerai pas ma peine. L'urgence de l'entreprise aussi bien que son ampleur mérite votre dévouement et d'abord votre concours.

L'espoir dépend de Vous.

Michel RONDÉ-OUSTAU
Économiste
MAIRE-ADJOINT de MURET

IMPRIMERIE CAZAUX - MURET - R.C. 66 A 5